

BRÈVES - AFRIQUE DE L'EST ET OCÉAN INDIEN DU 11 AU 17 DECEMBRE 2019

FAITS SAILLANTS

- **Ethiopie** : Accord technique entre le gouvernement et le FMI pour un programme assorti d'un financement de 2,9 Mds USD
- **Kenya** : approbation sous conditions de la fusion entre Airtel et Telkom par l'autorité de la concurrence
- **Madagascar** : partenariat entre Norfund et *WeLight* Madagascar
- **Ouganda** : ralentissement de la croissance en 2019 selon la banque centrale ougandaise
- **Rwanda** : hausse de l'inflation à 6,9 % au mois de novembre
- **Tanzanie** : construction d'un nouveau chemin de fer à voie standard (SGR) de 220 km

BRÈVES PAYS

ETHIOPIE

▪ **Accord technique entre le gouvernement et le FMI pour un programme assorti d'un financement de 2,9 Mds USD.** À l'issue d'une mission du FMI en Éthiopie, et à la demande des autorités locales, les équipes techniques du FMI ont formalisé un accord de principe pour un programme triennal d'un montant de 2,9 Mds USD afin d'appuyer la mise en œuvre de la nouvelle stratégie économique nationale *Homegrown Economic Reform*. Ce programme, qui pourrait être décaissé via une Facilité élargie de crédit associée à une Facilité de fonds élargie, comporterait cinq objectifs : (i) remédier à la pénurie de devises et évoluer vers un régime de change plus flexible, (ii) améliorer la gestion des entreprises d'État, (iii) renforcer la mobilisation des recettes domestiques et l'efficacité des dépenses, (iv) réformer le secteur financier, (v) renforcer les filets de sécurité financière. Ce programme sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI le 18 décembre.

▪ **Soutien financier européen de 170 MEUR.** Dans le cadre de sa visite à Addis-Abeba le 7 décembre, Ursula von der Leyen – nouvelle présidente de la Commission européenne – a signé quatre accords de financement d'un montant total de 170 MEUR. Il s'agit de (i) 100 MEUR d'aide budgétaire directe pour soutenir la compétitivité régionale et plus particulièrement les secteurs du transport et de la logistique, (ii) 50 MEUR pour l'extension du Plan de transformation du secteur de la santé (2020-2022), (iii) 10 MEUR pour renforcer les capacités techniques du Conseil électoral en vue des élections de 2020, (iv) 10 MEUR destinés à améliorer le climat des affaires et promouvoir l'investissement privé. En janvier 2019, la Commission européenne et l'Éthiopie avaient déjà signé trois accords d'un montant de 130 MEUR.

▪ **Dépréciation du birr de 6,9 % vis-à-vis du dollar.** En un mois (13 novembre-13 décembre 2019), le cours du birr a chuté de 6,9 % vis-à-vis du dollar : la valeur d'un dollar représente désormais 31,67 birr. Cette dépréciation opérée par la Banque centrale éthiopienne – qui contrôle le cours de la monnaie – pourrait faire suite aux recommandations du FMI. En effet, malgré la dévaluation du birr de 15 % en octobre 2017, le FMI considère que le taux de change effectif réel du birr demeure surévalué (le taux de change sur le marché parallèle atteint 40 à 43 birr).

KENYA

▪ **Approbation sous conditions de la fusion entre Airtel et Telkom par l'autorité de la concurrence.** En février 2019, Airtel et Telkom, respectivement second et troisième opérateurs de télécommunication du pays, ont annoncé une fusion de leurs services de téléphonie mobile, de portage ainsi que de leurs offres à destination des entreprises. Cette fusion, approuvée par l'autorité de la concurrence le 13 décembre 2019, permettra à la future joint-venture Airtel-Telkom de détenir 30 % de part de marché, soit deux fois moins que la part du numéro un du secteur Safaricom. La fusion a été conditionnée au respect de plusieurs mesures : i) le maintien au minimum de la moitié des employés des deux entités, ii) l'impossibilité de vendre la joint-venture au cours des cinq prochaines années, iii) le maintien des licences d'exploitation et de spectre de fréquences jusqu'à l'expiration de leur durée et enfin, iv) le maintien des engagements vis-à-vis des contrats gouvernementaux.

▪ **Lancement du service de fret de la voie de chemin de fer Nairobi - Naivasha (SGR phase 2) par le Président Uhuru Kenyatta.** Cette ligne de 120 km, d'un montant de 1,5 Md USD, a été financée par un prêt de l'Exim Bank of

China. Ce projet s'inscrit dans le corridor nord est-africain qui relie le port de Mombasa à Kampala, Kigali et la RDC. Il vise à réduire le temps de transit des marchandises et renforcer la sécurité du fret. Face à la faible rentabilité de la ligne, notamment de la phase 1 entre Mombasa et Nairobi en service depuis mi-2017, l'Exim Bank a refusé pour l'heure de financer les phases ultérieures qui devaient relier Naivasha à Kisumu puis à la frontière ougandaise. Le SGR kenyan risque d'être par ailleurs concurrencé par le SGR tanzanien, dont le lancement de la première phase est attendu début 2020, et qui pose la première pierre du renforcement du corridor central qui relie le port de Dar à la RDC.

MADAGASCAR

- **Partenariat entre Norfund et WeLight Madagascar.** Le 12 décembre, le fonds norvégien de développement Norfund a annoncé un partenariat d'investissement avec WeLight Madagascar, joint-venture entre Sagemcom et Axian, en vue de construire des mini-centrales solaires dans une centaine de villages de Madagascar, dont 15 sont déjà financées sur fonds propres par WeLight. Norfund contribuera à mobiliser des financements auprès de partenaires financiers en faveur de WeLight. Pour rappel, en 2017, Sagemcom a bénéficié d'un FASEP de 445 kEUR de la DGTrésor portant sur la faisabilité du projet de mini-centrales dans 142 villages enclavés du pays.

OUGANDA

- **Ralentissement de la croissance en 2019 selon la Banque centrale ougandaise (BoU).** Dans ses dernières prévisions, la BoU anticipe un ralentissement de la croissance en 2019, dorénavant estimée entre 5,5 et 6 % contre 6,2 % initialement. Une baisse de la demande globale, la faible croissance mondiale (3 %, soit le niveau le plus faible depuis la crise de 2008) et les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis expliquent cette tendance. Les importations demeurent en hausse, notamment les importations d'hydrocarbures (20 % des importations) dont le coût est renchéri par la hausse du cours du pétrole. Si les dépenses publiques constituent toujours le principal moteur de la croissance, leur financement par recours à l'endettement domestique pourrait pénaliser le crédit au secteur privé malgré la politique accommodante de la banque centrale (maintien des taux directeurs à 9 %). Selon les autorités, la croissance devrait se maintenir autour de 6 % à moyen-terme mais reste vulnérable aux facteurs internes (attentisme des investisseurs en période électorale) et externes (incertitudes sur l'économie mondiale).

RWANDA

- **Hausse de l'inflation à 6,9 % au mois de novembre.** Selon le dernier rapport de l'Institut National des Statistiques rwandaises, la hausse des prix au mois de novembre a atteint 6,9 %, contre 4,4 % en octobre, dépassant l'estimation de la Banque centrale rwandaise, établie à 5 %. Elle serait imputable à l'augmentation des prix du maïs et des haricots, produits alimentaires qui sont parmi les plus consommés au Rwanda. Cette hausse des prix pourrait s'expliquer par la saisonnalité de la production agricole, les stocks réalisés à partir des récoltes de juillet s'amenuisant.

TANZANIE

- **Construction d'un nouveau chemin de fer à voie standard (SGR) de 220 km.** Le président Magufuli a annoncé que le gouvernement s'apprête à lancer les travaux de construction d'un chemin de fer de 220 km entre Mwanza (nord du pays) et le port sec d'Isaka (centre-nord). Ce projet vise à désenclaver les régions autour du lac Victoria et servira d'alternative aux moyens de transport par voie fluviale. Ce projet est une portion du projet de SGR qui couvrira près de 1 450 km, de Dar es Salaam jusqu'aux rives du lac Victoria, pour 7,5 Mds USD d'investissement au cours des cinq prochaines années. La première phase du SGR, actuellement en construction sur 300 km entre Dar es Salaam et Morogoro, est à plus de 70 % de taux d'exécution.

- **Réduction significative du coût du forage d'un puit pour l'irrigation afin de promouvoir l'irrigation.** Le ministre de l'Agriculture, Japhet Hasunga, a ordonné à la Commission nationale d'irrigation de diviser par 8 le coût du forage d'un puit afin de promouvoir l'agriculture d'irrigation en Tanzanie. Selon lui, le prix actuel de 70 kUSD par puit n'est pas conforme aux efforts d'industrialisation du gouvernement. Ainsi, le coût du forage est plafonné à 9 kUSD. Cette mesure devrait contribuer à augmenter la surface des terres irriguées du pays, actuellement de 461 000 hectares actuels à au moins cinq millions d'hectares d'ici 2025. Le ministre a précisé que l'irrigation est la meilleure façon de cultiver et que la Tanzanie souhaite réduire la dépendance des agriculteurs ne dépendent pas nécessairement des pluies saisonnières pour cultiver.